

bpost : résultats du troisième trimestre 2015

Faits marquants du troisième trimestre 2015

- Le **total des produits d'exploitation (revenus)** s'est établi à 550,5 millions EUR, grâce à une amélioration de la performance du Domestic Mail et une solide contribution des Parcels, certes, en baisse de -3,3%, suite à la plus faible compensation pour les SIEG et à la décision du management de cesser certaines activités d'International Mail, avec un impact positif sur l'EBIT.
- **La tendance sous-jacente du volume de Domestic Mail s'est améliorée, à -4,7%** (-5,7% au premier semestre de 2015), portée par le renforcement de l'Advertising Mail et la meilleure performance de Press.
- **La croissance des volumes de Domestic Parcels est excellente et s'élève à 13,5%**, soit la meilleure performance trimestrielle observée jusqu'à présent, après un trimestre également fort l'année passée (+10,3%), encore portée par la forte croissance du e-commerce et les bonnes performances des envois C2C. Un effet prix/mix négatif de -3,1% a été observé.
- Les **International Parcels ont progressé de 4,2 millions EUR**, supportés par la croissance organique continue provenant des Etats-Unis, la contribution positive du taux de change, avec, cependant, une croissance plus lente pour les volumes de/vers la Chine.
- Les **Additional Sources of Revenues** ont été encore affectées par la cessation de certaines activités d'International Mail, tandis que la rentabilité globale s'est améliorée.
- **Les coûts ont diminué de manière significative (-28,4 millions EUR, si l'on exclut les éléments non récurrents)** et des améliorations de productivité sont observées (une réduction de 854 ETP moyens).
- **L'EBITDA normalisé est 9,6 millions EUR plus élevé**. L'EBITDA publié est affecté par la provision de restructuration du plan social Alpha de 54,5 millions EUR.
- **Le bénéfice net normalisé de bpost SA selon les normes BGAAP s'est établi à 51,3 millions EUR**, une augmentation de 4,7 millions EUR.

Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a commenté les résultats comme suit : « *Je suis très heureux de la bonne performance de l'EBITDA durant ce trimestre. En effet, nous avons enregistré une baisse sous-jacente du volume de courrier modérée, associée à une excellente croissance des Domestic Parcels, alors que nous avons déjà enregistré un très bon trimestre l'année passée. En outre, nos efforts continus se sont traduits par des réductions significatives des coûts, qui ont plus que compensé l'impact des SIEG. D'une manière générale, ceci a débouché sur une avance de 5,4 millions EUR de l'EBITDA, comparé aux neuf premiers mois de l'année passée.* »

Pour l'avenir, je suis confiant dans le fait que les progrès enregistrés au cours du dernier trimestre grâce à différentes nouvelles initiatives, par exemple le lancement de Combo à Anvers et un contrat important avec Proximus pour l'échange des décodeurs à domicile, contribueront de manière efficace à nos résultats opérationnels. En outre, nous avons convenu, avec les syndicats, d'un accord concernant un modèle organisationnel plus agile qui renforcera notre position concurrentielle sur le marché de paquets. Enfin, l'État belge nous a attribué les concessions pour la distribution de la presse et a approuvé le 6^e Contrat de Gestion, démontrant ainsi sa confiance en bpost et ses collaborateurs. »

Perspectives

- Nous prévoyons une **baisse de volumes sous-jacente du Domestic Mail inférieure à -6%**.
- La **compensation pour les SIEG** (Contrat de Gestion) sera **inférieure de 16,5 millions EUR** à celle de 2014, le gouvernement ayant décidé de réduire la compensation au-delà d'un plafond contractuel déjà revu à la baisse.
- Nous prévoyons désormais une **croissance des Domestic Parcels à 2 chiffres** pour l'année complète. Nous tablons en outre sur **une poursuite de la croissance des paquets aux Etats-Unis**. Les volumes de **poudre de lait** vers la Chine sont pressentis stables.
- Les **améliorations de productivité poursuivent leur cours et porteront leurs fruits** comme attendu, au niveau plancher de notre fourchette d'estimations de 800 à 1.200 ETP/an, les premières contributions du plan Alpha incluses.
- Nous maintenons un **EBITDA récurrent au haut niveau atteint en 2014**, grâce aux effets partiels du plan Alpha et à une attention particulière sur les coûts.
- Nous confirmons notre ambition d'atteindre le **même niveau de paiement de dividende**.
- La génération de liquidités devrait respecter la saisonnalité normale et l'on escompte une **dépense en capital nette** en-deçà des 90 millions EUR (acquisitions exclues). L'évolution du besoin en fonds de roulement subira l'influence négative du phasage favorable du paiement des frais terminaux en 2014 et des paiements d'impôts relatifs à 2013.

Chiffres clés

3^e trimestre (en millions EUR)

	Publiés		Normalisés		% Δ
	3Q14	3Q15	3Q14	3Q15	
Total des produits d'exploitation (revenus)	569,2	550,5	569,2	550,5	-3,3%
Charges d'exploitation	464,7	491,0	464,7	436,5	-6,1%
EBITDA	104,4	59,5	104,4	114,0	9,1%
Marge (%)	18,3%	10,8%	18,3%	20,7%	
EBIT	82,9	37,1	82,9	91,6	10,5%
Marge (%)	14,6%	6,7%	14,6%	16,6%	
Résultat avants impôts	79,8	37,6	79,8	92,1	15,5%
Impôts sur le résultat	27,0	11,6	27,0	30,0	
Résultat net	52,7	26,0	52,7	62,1	17,7%
Flux de trésorerie opérationnel disponible	(38,5)	(29,5)	(38,5)	(29,5)	23,4%
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	46,6	15,2	46,6	51,3	10,0%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 septembre	(645,9)	(690,6)	(645,9)	(690,6)	6,9%

Total de l'année en cours (en millions EUR)

	Publiés		Normalisés		% Δ
	YTD14	YTD15	YTD14	YTD15	
Total des produits d'exploitation (revenus)	1.809,4	1.764,7	1.809,4	1.764,7	-2,5%
Charges d'exploitation	1.368,3	1.372,7	1.368,3	1.318,2	-3,7%
EBITDA	441,0	391,9	441,0	446,4	1,2%
Marge (%)	24,4%	22,2%	24,4%	25,3%	
EBIT	377,3	327,0	377,3	381,5	1,1%
Marge (%)	20,9%	18,5%	20,9%	21,6%	
Résultat avants impôts	368,8	325,8	368,8	380,3	3,1%
Impôts sur le résultat	124,0	112,1	124,0	130,5	
Résultat net	244,8	213,7	244,8	249,8	2,0%
Flux de trésorerie opérationnel disponible	324,9	247,4	325,2	247,4	-23,9%
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	218,1	186,4	218,1	222,4	2,0%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 septembre	(645,9)	(690,6)	(645,9)	(690,6)	6,9%

Pour plus d'informations:

Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs)

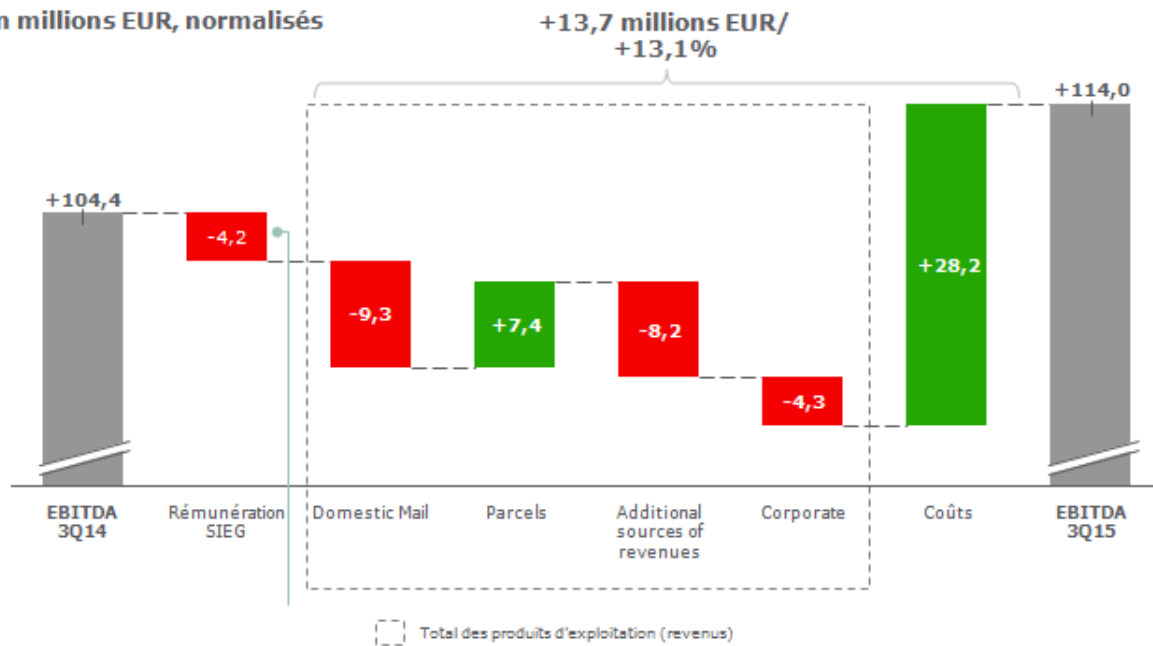
Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

www.bpost.be/bourse

investor.relations@bpost.be

Troisième trimestre 2015 - Compte de résultats

En millions EUR, normalisés



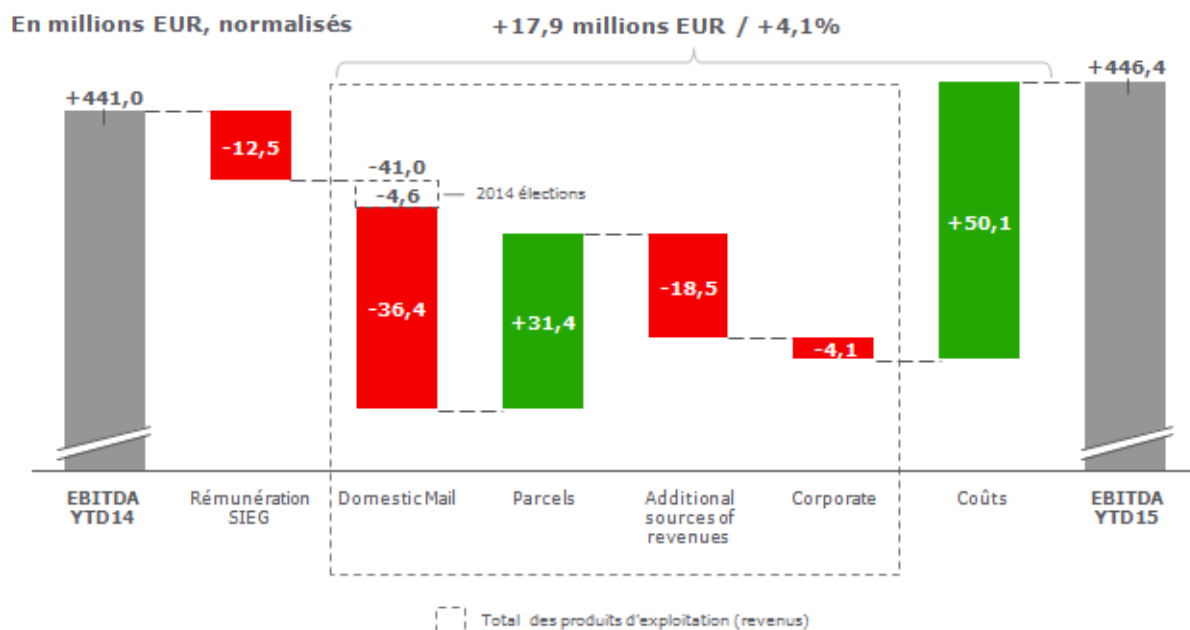
Le total des produits d'exploitation a diminué de 18,7 millions EUR (-3,3 %) pour atteindre 550,5 millions EUR, malgré une amélioration de la performance du Domestic Mail (-9,3 millions EUR) et une contribution solide des Parcels (+7,4 millions EUR). Les revenus sont encore affectés par la compensation moindre pour les SIEG (-4,2 millions EUR) et la décision du Management de réduire des activités de vente en gros d'International Mail pour optimiser la rentabilité, incluses dans les Additional sources of revenues (-8,2 millions EUR). Les revenus de la catégorie de réconciliation Corporate ont diminué de 4,3 millions, principalement suite aux moindres ventes de bâtiments.

Au troisième trimestre 2015, une provision a été établie pour couvrir l'estimation de l'impact du plan social Alpha (54,5 millions EUR). Cette provision a été considérée comme non-récurrente et exclue des résultats normalisés. Les coûts normalisés ont diminué de 28,2 millions EUR, principalement grâce à des réductions de coûts de personnel et d'interims compensant la régression du total des produits d'exploitation et amenant à une augmentation de l'**EBITDA** et l'**EBIT** de respectivement 9,6 millions EUR et 8,7 millions EUR.

L'**impôt sur les résultats** a augmenté par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 32,6 %.

Le **bénéfice net IFRS normalisé du groupe** s'est élevé à 62,1 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société-mère, normalisé pour l'impact du projet Alpha, s'est élevé à 51,3 millions EUR, soit une augmentation de 10,0% comparé à l'année dernière.

Neuf premiers mois 2015 - Compte de résultats



Le **total des produits d'exploitation** a diminué de 44,7 millions EUR (-2,5 %), pour atteindre 1.764,7 millions EUR. Si l'on exclut la compensation moindre pour les SIEG (-12,5 millions EUR) et l'impact des élections 2014 (-4,6 millions EUR), les produits d'exploitation ont baissé de 27,5 millions EUR. La diminution sous-jacente du volume de Domestic Mail (-52,2 millions EUR) et la cessation de certaines activités d'International Mail à très faibles marges, qui est la principale cause du déclin des Additional Sources of Revenues (-18,5 millions EUR), ont été partiellement compensées par une solide croissance des Parcels (+31,4 millions EUR) et les augmentations de prix pour le Domestic Mail (+15,1 millions EUR).

Malgré l'impact négatif de la non-réurrence des élections 2014 et de la réduction de la compensation pour les SIEG (soit -17,1 millions EUR pour les deux), l'**EBITDA** et l'**EBIT** normalisés sont respectivement 5,4 millions EUR et 4,1 millions EUR plus élevés comparé à l'année dernière. Ce résultat a pu être atteint grâce à un contrôle strict des coûts générant 50,1 millions EUR, qui nous ont permis de quasiment absorber les effets mentionnés ci-dessus sur notre marge.

Le **résultat net financier** s'est amélioré de 8,9 millions EUR. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation, l'année dernière, des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, engendrée par la diminution des taux d'actualisation.

L'**impôt sur les résultats** a augmenté par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 34,3%.

Le **bénéfice net IFRS normalisé du groupe** s'est élevé à 249,8 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société-mère, normalisé pour l'impact du projet Alpha, s'est chiffré à 222,4 millions EUR, une augmentation de 2,0% comparé à l'année dernière.

Total des produits d'exploitation: aperçu des résultats du groupe

Troisième trimestre 2015

Suite à une correction de l'allocation des ventes au comptant (timbres et machines à affranchir) vers les produits au 1^{er} janvier 2015, certains revenus sont transférés des Domestic Parcels vers le Transactional Mail. Par ailleurs, certaines éliminations intra-groupe, essentiellement liées aux activités internationales, précédemment inscrites sous le poste « Autres » sont à présent publiées sous leurs lignes de produits correspondantes. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2014 au niveau des lignes de produits ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2015 avec les chiffres comparables de 2014.

En millions EUR	3Q14	Reclassi- fication	3Q14 Com- parable	SIEG	Organique	3Q15	% Org	var. vol. sous- jacente %
Domestic Mail	341,9	0,4	342,3	(3,0)	(9,3)	330,0	-2,7%	-4,7%
Transactional Mail	209,3	0,6	210,0		(7,2)	202,8	-3,4%	-5,9%
Advertising Mail	58,3	(0,2)	58,1		(1,9)	56,1	-3,3%	-2,4%
Press	74,3	0,0	74,3	(3,0)	(0,3)	71,0	-0,3%	-0,1%
Parcels	72,9	(2,1)	70,8	0,0	7,4	78,3	10,5%	+11,7%
Domestic Parcels	35,2	(0,8)	34,4		3,4	37,8	9,8%	+13,5%
International Parcels	34,8	(0,9)	33,9		4,2	38,1	12,5%	
Special Logistics	2,9	(0,3)	2,6		(0,2)	2,4	-8,0%	
Additional Sources of Revenues	148,4	1,6	150,0	(1,1)	(8,2)	140,6	-5,5%	
International Mail	48,5	(1,0)	47,5		(7,6)	40,0	-16,0%	
Value Added Services	22,9	(0,8)	22,1		1,3	23,3	5,9%	
Banking and Financial products	50,6	(0,0)	50,5	(0,1)	0,3	50,6	0,5%	
Autres	26,4	3,5	29,9	(1,0)	(2,2)	26,7	-7,4%	
Corporate	6,0	0,0	6,0		(4,3)	1,6	-72,4%	
TOTAL	569,2	0,0	569,2	(4,2)	(14,5)	550,5	-2,5%	

Les revenus du **Domestic Mail** ont diminué de 9,3 millions EUR (-2,7%) pour atteindre 330,0 millions EUR. Le déclin de volume publié s'élève à -4,4%, tandis que le déclin sous-jacent du volume (soit en excluant la requalification de l'Advertising Mail vers l'Administrative Mail et l'impact d'un jour ouvrable supplémentaire) s'élève à -4,7%, c'est-à-dire meilleur que les premier et second trimestres qui s'élevaient respectivement à -5,3% et -6,1%.

Le déclin de volume publié pour le Transactional Mail s'élève à -5,3% tandis que la baisse sous-jacente du volume s'est légèrement détériorée à -5,9%, contre -5,3% aux premier et second trimestres de 2015, suite à la période des vacances, période plus faible en termes de volumes, et à la continuation de la substitution électronique n'ayant cependant pas empiré de manière notable.

Une amélioration de la performance est à noter pour l'Advertising Mail, permettant ainsi de limiter le déclin sous-jacent de volumes (si l'on exclut l'impact de la requalification et du jour ouvrable) à -2,4% pour le troisième trimestre 2015 (-7,9% au premier semestre 2015), et le déclin publié à -3,2%.

Les volumes de Press ont montré une amélioration de la tendance à -0,1%, aussi bien sur base publiée et normalisée, grâce à une bonne performance des périodiques.

En excluant l'impact du jour ouvrable supplémentaire, la baisse totale des volumes de courrier a eu un impact de 13,6 millions EUR sur les revenus, partiellement compensée par l'amélioration nette au niveau du prix et du mix, en ligne avec la politique annoncée, de 3,6 millions EUR.

Les **Parcels** ont enregistré une solide performance, avec une croissance organique de 7,4 millions EUR. La croissance des volumes de Domestic Parcels était très forte et a atteint 13,5% contre le chiffre déjà élevé de 11,4% au premier semestre de 2015 et au trimestre le plus fort de l'année dernière à +10,3%. Cette augmentation s'explique par l'excellente croissance des clients du e-commerce et par la poursuite de la reprise des paquets C2C, grâce à la nouvelle offre de produits. L'évolution des revenus a subi l'impact d'un effet mix/prix négatif de -3,1%, en ligne avec le second trimestre 2015. Cela est expliqué par la croissance plus rapide de grandes entreprises d'e-commerce, avec des volumes élevés et de meilleurs prix que les clients de moindre envergure. Les International Parcels ont augmenté de 4,2 millions EUR, principalement suite à un trafic accru sur les routes en provenance des États-Unis (+5,2 millions EUR, soutenu par un impact taux de change favorable de +3,8 millions EUR) combiné à une croissance, cependant plus faible que pour les précédents trimestres, des paquets à destination de et vers la Chine (+0,5 million EUR).

Les **Additional Sources of Revenues** ont montré une baisse organique de 8,2 millions EUR, atteignant 140,6 millions EUR et ont principalement été influencés par les cessations de certaines activités d'International Mail (-5,8 millions EUR), ce qui a contribué positivement à la rentabilité globale. Les revenus des Value Added Services ont augmenté (+1,3 millions EUR) grâce aux solutions comme les services eID et les solutions pour une distribution durable de biens vers et du centre ville. Cela a été cependant compensé par la diminution des autres revenus (-2,2 millions EUR), principalement liée à la cessation d'une offre de télécom dans le réseau.

Les revenus de **Corporate** ont diminué de 4,3 millions EUR pour atteindre 1,6 millions EUR, principalement à cause des ventes de bâtiments moins élevées (4,0 millions EUR).

Neuf premiers mois de 2015

En millions EUR	YTD14	Reclassification	YTD14 Comparable	SIEG	Organique	YTD15	% Org	var. vol. sous-jacente %
Domestic Mail	1.113,8	1,5	1.115,3	(9,1)	(41,0)	1.065,3	-3,7%	-5,4%
Transactional Mail	684,1	2,1	686,2		(22,0)	664,2	-3,2%	-5,5%
Advertising Mail	199,9	(0,6)	199,3		(17,0)	182,3	-8,5%	-6,3%
Press	229,9	0,0	229,9	(9,1)	(2,1)	218,7	-0,9%	-2,5%
Parcels	217,1	(5,8)	211,3	0,0	31,4	242,7	14,9%	+18,2%
Domestic Parcels	110,4	(2,7)	107,7		9,0	116,7	8,3%	+12,1%
International Parcels	97,0	(2,1)	94,9		23,8	118,7	25,1%	
Special logistics	9,7	(1,0)	8,7		(1,4)	7,4	-15,6%	
Additional Sources of Revenues	454,4	4,3	458,7	(3,4)	(18,5)	436,7	-4,1%	
International Mail	148,4	(3,0)	145,3		(18,1)	127,3	-12,4%	
Value Added Services	71,6	(2,6)	69,0		2,1	71,1	3,0%	
Banking and Financial products	154,9	(0,1)	154,8	(0,4)	(0,3)	154,1	-0,2%	
Autres	79,5	10,1	89,5	(3,0)	(2,2)	84,3	-2,5%	
Corporate	24,0	0,0	24,0		(4,1)	20,0	-16,9%	
TOTAL	1.809,4	0,0	1.809,4	(12,5)	(32,1)	1.764,7	-1,8%	

Les revenus du **Domestic Mail** s'élèvent à 1.065,3 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2015, soit un déclin organique de 41,0 millions EUR par rapport à l'an dernier (y compris l'impact des élections, -4,6 millions EUR), dû à des déclin de volumes publiés et sous-jacents respectivement de -5,8% et de -5,4% (soit en excluant un jour ouvrable supplémentaire, la requalification de l'Advertising Mail vers l'Administrative Mail et l'impact des élections 2014), partiellement compensé par une amélioration prix/mix.

Les revenus de **Parcels** atteignent 242,7 millions EUR (+31,4 millions EUR de croissance organique), grâce à la croissance des volumes des Domestic Parcels de +12,1%, et au développement prononcé des International Parcels, soutenu par un impact taux de change favorable (+15,4 millions EUR).

Les **Additional Sources of Revenues** s'élèvent à 436,8 millions EUR, soit une baisse de 18,5 millions EUR résultant principalement de la cessation de certaines activités d'International Mail à très faibles marges, ce qui contribue positivement à l'EBIT.

Les revenus de **Corporate** ont diminué de 4,1 millions EUR pour atteindre 20,0 millions EUR, principalement due à de plus faibles ventes de bâtiments (3,9 millions EUR), pour lesquelles un phasage sera observé au quatrième trimestre 2015, avec la vente d'un bâtiment de taille importante.

Charges d'exploitation

Troisième trimestre 2015

En millions EUR	3Q14	3Q15	3Q15 Normalisé	Evolution organique %
Charges de personnel et frais d'intérim	312,5	348,0	293,5	-6,1%
ETP	26.060	25.206	25.206	-854
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	90,8	86,3	86,3	-4,9%
Coûts de transport	51,7	47,6	47,6	-7,9%
Autres coûts	9,7	9,1	9,1	-6,9%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	464,7	491,0	436,5	-6,1%

Au troisième trimestre 2015, le **total des charges d'exploitation** s'élevait à 491,0 millions EUR. Sur une base normalisée, le total des charges d'exploitation a baissé de 6,1%, en comparaison avec le même trimestre 2014.

Les **charges de personnel et les frais d'intérim** ont augmenté de 35,5 millions EUR, mais ont été impactés par les provisions pour le plan social Alpha (54,5 millions EUR). En dehors de cet élément et d'autres coûts non récurrents pour un montant de 2,4 millions EUR, les charges de personnel et les frais d'intérim ont baissé de 16,6 millions EUR, principalement en raison des programmes d'amélioration de la productivité au sein de notre réseau et de la première contribution d'Alpha, entraînant une réduction d'une année à l'autre de la moyenne des effectifs à concurrence de 854 ETP, soit 9,6 millions EUR d'économies. Le recrutement d'agents auxiliaires a créé un effet de mix positif à concurrence de 2,4 millions EUR. De plus, la quantité inférieure de fonctions de management en raison d'un gel des recrutements et de la réorganisation a produit un effet de mix positif de 2,1 millions EUR. Des charges de restructuration plus élevées l'an dernier ont entraîné une diminution de 3,5 millions EUR des charges de personnel. Ces effets ont été compensés dans une moindre mesure par un impact négatif des prix (-0,3 million EUR) en raison des augmentations normales de salaire et de mérite.

Les **services et biens divers, hors frais de transport et d'intérims**, ont légèrement diminué de 4,9 %, soit 4,5 millions EUR, pour le troisième trimestre 2015. Presque tous les coûts ont diminué, essentiellement ceux liés aux locations et à la consultation.

Les coûts de transport se sont élevés à 47,6 millions EUR, soit 5,6 millions EUR de moins que l'année dernière, après l'exclusion de la moindre quantité de règlements favorables de frais terminaux d'exercices antérieurs (1,5 millions EUR). Cette diminution est attribuable à la cessation des activités de vente en gros d'International Mail, partiellement compensée par des taux de change défavorables (4,4 millions EUR) et par la croissance des International Parcels.

Neuf premiers mois de 2015

En millions EUR	Total de l'année en cours			
	2014	2015	2015 Normalisé	Evolution organique %
Charges de personnel et frais d'intérims	922,8	925,3	870,8	-5,6%
<i>ETP</i>	25.488	24.699	24.699	-788
Services et biens divers (excl. frais d'intérims et coûts de transport)	269,2	263,2	263,2	-2,2%
Coûts de transport	150,7	150,6	150,6	0,0%
Autres coûts	25,6	33,6	33,6	31,3%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1.368,3	1.372,7	1.318,2	-3,7%

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 4,4 millions EUR, soit 0,3%, pour atteindre 1.372,7 millions EUR. Sur une base normalisée, le total des charges d'exploitation a diminué de 3,7%, sous l'effet de la baisse de 52,1 millions EUR des charges de personnel et des frais d'intérims, ainsi que de la baisse des coûts des services et biens divers (6,0 EUR), partiellement compensées par la hausse de 8,0 millions EUR pour les autres coûts.

Les charges de personnel et les frais d'intérims ont augmenté de 2,4 millions EUR. Si l'on exclut l'impact de la provision Alpha, la baisse nette est de 52,1 millions EUR, essentiellement en raison de la réduction des effectifs moyens de 788 ETP, un effet de mix positif résultant du recrutement d'agents auxiliaires, d'un gel des recrutements, de la réorganisation pour les managers, et d'un règlement positif unique des charges sociales.

Les **services et biens divers, hors frais de transport et d'intérims**, ont légèrement diminué de 2,2%, soit 6,0 millions EUR.

Les coûts de transport se sont élevés à 150,6 millions EUR, en ligne par rapport à la même période de 2014. Les coûts de transport sont impactés négativement par les taux de change (16,4 millions EUR), de moindres règlements favorables de frais terminaux des années précédentes (4,2 millions EUR) et la croissance des International Parcels. Ces effets ont été contrebalancés par la cessation de certaines activités de vente en gros d'International Mail.

L'augmentation des **autres coûts** (8,0 millions EUR) résulte de l'évolution moins favorable des provisions (7,2 millions EUR), du earn-out lié à Gout et de l'augmentation moindre de la TVA récupérable. Ceux-ci ont été partiellement compensés par une baisse des coûts d'approvisionnement et de marchandises (2,3 millions EUR).

Flux de trésorerie

Troisième trimestre 2015

La sortie de trésorerie nette a diminué de 9,2 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, s'établissant à 29,7 millions EUR.

Le **flux de trésorerie opérationnel disponible** (-29,5 millions EUR) est 9,0 millions EUR plus élevé que celui de l'an dernier.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a augmenté de 10,8 millions EUR par rapport à celui enregistré à la même période l'année dernière. Si l'on exclut les provisions liées au plan social Alpha, les résultats des activités d'exploitation ont augmenté de 14,2 millions EUR tandis que le besoin en fonds de roulement s'est détérioré de 3,4 millions EUR. L'évolution négative du besoin en fonds de roulement résulte principalement d'un changement au niveau des conditions de paiement des charges de sécurité sociale pour le personnel statutaire (-8,4 millions EUR, élément de phasage) et des premiers paiements relatifs à Alpha (-3,6 millions EUR). Ces éléments ont été seulement partiellement compensés par une amélioration des clients.

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 23,5 millions EUR au troisième trimestre 2015, comparée à une sortie de 21,7 millions EUR pour la même période l'an dernier. Les produits issus de la vente d'immobilisations corporelles moindres (-4,2 millions EUR) ont seulement été partiellement compensés par des dépenses en capital inférieures (+2,0 millions EUR) et les acquisitions de filiales (+0,4 million EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 0,2 million EUR.

Neuf premiers mois de 2015

Les neuf premiers mois de 2015, bpost a généré 202,7 millions EUR de liquidités nettes, soit une baisse de 80,6 millions EUR par rapport à la rentrée nette de liquidités de 283,3 millions EUR pour la même période l'année dernière.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a résulté en une rentrée de liquidités de 297,3 millions EUR, soit 82,4 millions EUR de moins qu'à la même période l'an dernier. Si l'on exclut les provisions liées au plan social Alpha, les résultats des activités opérationnelles ont augmenté de 10,9 millions EUR, tandis que le besoin en fonds de roulement s'est détérioré de 51,6 millions EUR, principalement en raison des frais terminaux (-25,4 millions EUR, réception anticipée l'année dernière de deux règlements effectués auprès d'opérateurs postaux -22,7 millions EUR), d'un changement au niveau des conditions de paiement des charges de sécurité sociale pour le personnel statutaire (-17,0 millions EUR, élément de phasage) et des premiers paiements liés à Alpha (-3,6 millions EUR). Parallèlement, des impôts sur le résultat relatifs à 2013 ont été payés au premier trimestre 2015 (42,0 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 49,9 millions EUR les neuf premiers mois de 2015, comparée à une sortie de 54,8 millions EUR pour la même période l'an dernier. Cette diminution s'explique principalement par des dépenses en capital moindres (+8,3 millions EUR) partiellement compensée par des sorties de liquidités plus élevées liées aux filiales (-1,8 millions EUR) et des produits issus de la vente d'immobilisations corporelles moindres (-1,6 millions EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 44,7 millions EUR, soit 3,0 millions EUR de plus que l'an dernier.

Principaux événements du troisième trimestre

Accord entre le Management de bpost et les partenaires sociaux concernant le plan social Alpha

Le 23 juillet 2015, en Commission paritaire, le Management de bpost et les délégations des travailleurs sont parvenus à un accord concernant le plan social lié au projet Alpha pour les départements de support. L'accord définit les conditions de retraite anticipée et de licenciement dans le cas où certains employés n'auraient pas été sélectionnés pour un nouveau poste. Une provision de 54,5 millions EUR a été comptabilisée en vue de couvrir les coûts liés.

Koen Beeckmans et Philippe Dubois ont rejoint le Comité de Direction de bpost

Koen Beeckmans remplace Pierre Winand en tant que Chief Financial Officer et membre du Comité de Direction à compter du 1^{er} novembre 2015. Kurt Pierloot, auparavant à la tête des départements Mail Services Operations (MSO) et International, et membre du Comité de Direction, est devenu responsable du département Parcels & International. Philippe Dubois, auparavant Operations Director MSO, a pris la responsabilité du département MSO et est également membre du Comité de Direction depuis le 1^{er} septembre 2015.

Proximus a choisi bpost et ses filiales pour livrer les nouveaux décodeurs et modems à ses clients

Les services fournis à Proximus comprennent l'impression de lettres d'information destinées aux clients, la planification des rendez-vous de livraison, la préparation de l'expédition et la distribution des décodeurs. D'ici la fin décembre 2015, 80.000 décodeurs auront été livrés et 200.000 de plus d'ici fin juin 2016.

Avec cette nouvelle solution globale, bpost démontre sa capacité à répondre aux besoins de ses clients.

bpost livre à Anvers les courses commandées en ligne chez un commerçant via Combo

Depuis septembre 2015, les personnes habitant Anvers et sa périphérie peuvent également faire appel au service Combo de bpost, à savoir une livraison unique consolidée à leur domicile des courses commandées en ligne auprès de divers marchands. bpost avait déjà lancé Combo dans la région de Bruxelles capitale, Hal-Vilvorde et dans le Brabant wallon à la fin 2014.

Augmentations tarifaires pour le Domestic Mail pour 2016

bpost a annoncé les augmentations tarifaires sur les produits de courrier qui entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2016. Conformément au cadre réglementaire, l'augmentation du prix moyen de tous les produits de Domestic Mail s'élèvera à 1,5 %.

Le Gouvernement belge a approuvé le 6^e Contrat Gestion et bpost a obtenu l'attribution de distribution des journaux et périodiques

Au 30 octobre 2015, le conseil des ministres a approuvé le 6^e Contrat de Gestion. Le Contrat de Gestion va être maintenant transmis à la Commission Européenne.

L'attribution du 6^e Contrat de Gestion engage bpost à continuer d'assurer les Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) inclus dans le 5^e Contrat de Gestion pour les 5 prochaines années. Cela consiste entre autre au maintien d'un réseau retail étendu ainsi que des services tels que le paiement des pensions à domicile, l'exécution de services postaux financiers et le rôle social du facteur.

A la demande de la Commission Européenne, la livraison de journaux et magazines ne fait plus partie du Contrat de Gestion. Pour cette dernière, l'Etat belge a décidé d'attribuer à bpost le contrat de distribution des journaux et périodiques au terme d'une consultation publique du marché. Pour les 5 prochaines années à partir du 1^{er} janvier 2016, bpost continuera la livraison des journaux aux abonnés dans leurs boîtes aux lettres chaque jour de la semaine avant 7h30 et le samedi avant 10h00. De plus, bpost assumera 5 jours par semaine la distribution de tous les types de périodiques.

Le calcul de compensation relatif à ce contrat est basé sur les mêmes principes que ceux du précédent contrat et est en ligne avec la législation européenne. bpost recevra une compensation maximum (excluant l'inflation) tant pour la distribution de journaux que pour le 6^e Contrat de Gestion de 261,0 millions EUR en 2016, de 260,8 millions EUR en 2017, de 257,6 millions EUR en 2018, de 252,6 millions EUR en 2019 et de 245,6 millions EUR en 2020.

La diminution de la rémunération totale est basée sur les projections de volume et un mécanisme de partage des gains de productivité.

Nouveau modèle organisationnel

Au 29 octobre 2015 durant la commission paritaire, le management de bpost et les représentants du personnel ont dégagé un accord concernant le nouveau modèle organisationnel. L'organisation agile se traduit par une efficacité accrue avec pour objectif de faire face à la baisse des volumes postaux. Elle permettra en même temps à bpost d'attirer de nouveaux volumes de paquets et de gérer correctement les fluctuations quotidiennes. Ces nouvelles mesures seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2016 et ont pour objectif de garantir davantage de stabilité pour tous les emplois opérationnels incluant les contractuels et les agents auxiliaires ainsi que d'intégrer le samedi dans les 5 jours de travail de la semaine pour certains départements.

Calendrier financier

03.12.15 (17:45 CET)	Résultats financiers des 10 premiers mois de 2015
08.12.15	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
09.12.15	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
10.12.15	Date de paiement de l'acompte sur dividende
08.02.16	Début de la période de silence pour les résultats 2015
09.03.16 (17.45 CET)	Annnonce des résultats annuels 2015
10.03.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
02.04.16	Début de la période de silence précédant la publication des résultats du premier trimestre 2016
02.05.16 (17.45 CET)	Annnonce des résultats du premier trimestre 2016
03.05.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
11.05.16	Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
17.05.16	Date ex-dividende
18.05.16	Date d'enregistrement
19.05.16	Date de paiement du dividende
09.07.16	Début de la période de silence précédant la publication des résultats du second trimestre 2016
08.08.16 (17.45 CET)	Annnonce des résultats du second trimestre et des résultats semestriels
09.08.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
10.10.16	Début de la période de silence précédant la publication des résultats du troisième trimestre 2016
09.11.16 (17.45 CET)	Annnonce des résultats du troisième trimestre 2016
10.11.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
05.12.16 (17.45 CET)	Résultats financiers des 10 premiers mois de 2016
08.12.16	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
09.12.16	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
12.12.16	Date de paiement de l'acompte sur dividende

États financiers consolidés intermédiaires non audités¹

Compte de résultats consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours		3e trimestre	
		2014	2015	2014	2015
Chiffre d'affaires	5	1.794,5	1.754,9	562,8	548,6
Autres produits d'exploitation		14,8	9,8	6,3	1,9
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1.809,4	1.764,7	569,2	550,5
Approvisionnements et marchandises		(22,0)	(19,7)	(7,0)	(6,1)
Services et biens divers	6	(443,4)	(438,3)	(151,0)	(143,5)
Charges de personnel		(899,3)	(900,8)	(303,9)	(338,5)
Autres charges d'exploitation		(3,6)	(13,9)	(2,8)	(3,0)
Dépréciation - Amortissements		(63,7)	(65,0)	(21,5)	(22,4)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(1.432,0)	(1.437,7)	(486,2)	(513,4)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		377,3	327,0	82,9	37,1
Revenus financiers		3,1	3,3	1,0	1,3
Charges financières		(20,5)	(11,8)	(6,8)	(3,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		8,9	7,3	2,6	2,8
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		368,8	325,8	79,8	37,6
Impôts sur le résultat		(124,0)	(112,1)	(27,0)	(11,6)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE		244,8	213,7	52,7	26,0
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		242,9	211,9	52,2	25,2
Intérêts minoritaires		1,9	1,8	0,5	0,8

REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2014	2015	2014	2015
► de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,21	1,06	0,26	0,13
► dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,21	1,06	0,26	0,13

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

¹ Les états financiers consolidés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire

État de résultat global consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	Au 30 septembre 2014	Au 30 septembre 2015
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	244,8	213,7
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
<i>Eléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	0,0	(0,0)
ELÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	0,0	(0,0)
<i>Eléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	66,7	(39,0)
<i>(Perte) / gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	101,2	(59,1)
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	(34,5)	20,1
Valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	(0,2)	4,2
<i>Gains/(Pertes) actuariel(le)s sur les avantages sociaux définis</i>	(2,3)	4,8
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	2,1	(0,6)
ELÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	66,4	(34,8)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	66,4	(34,8)
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	311,3	178,9
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	309,3	177,1
Intérêts minoritaires	1,9	1,8

Bilan consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2014	Au 30 septembre 2015
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	7	565,7	538,2
Immobilisations incorporelles		89,5	91,4
Participations dans des entreprises associées	8	416,5	384,8
Immeubles de placement		8,7	7,4
Actifs d'impôts différés		61,0	52,0
Créances commerciales et autres créances		2,6	2,2
		1.144,0	1.076,0
Actifs courants			
Actifs destinés à la vente	9	2,8	12,0
Stocks		12,5	11,2
Impôt sur le résultat à recevoir		1,9	1,7
Créances commerciales et autres créances	10	398,3	330,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	562,3	765,9
		977,8	1.121,5
TOTAL DES ACTIFS		2.121,8	2.197,5
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		229,4	234,8
Ecart de conversion		0,6	0,6
Bénéfices reportés		87,5	213,7
		681,4	813,1
Intérêts minoritaires		0,0	0,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		681,4	813,1
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		65,7	65,7
Avantages au personnel	12	368,6	355,9
Dettes commerciales et autres dettes	13	79,8	57,0
Provisions		37,1	32,9
Impôts différés passifs		1,4	1,4
		552,5	513,0
Passifs courants			
Emprunts bancaires		10,0	9,3
Découverts bancaires		0,3	0,2
Provisions		27,7	31,6
Impôts sur le résultat à payer		67,3	64,0
Dettes commerciales et autres dettes	14	782,6	766,3
		887,8	871,4
TOTAL DES PASSIFS		1.440,4	1.384,3
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.121,8	2.197,5

Mouvements consolidés des capitaux propres (non audité)

ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX PROPRES

En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
AU 1 JANVIER 2014	364,0	0,0	111,0	0,0	101,9	576,9	0,0	576,9
Résultat de l'année 2014					242,9	242,9	1,9	244,8
Autres éléments du résultat			168,3		(101,9)	66,4		66,4
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE			168,3		141,0	309,3	1,9	311,3
Dividendes payés			(40,0)			(40,0)	0,0	(40,0)
Autres			0,8		1,9	2,8	(1,9)	0,8
AU 30 SEPTEMBRE 2014	364,0	0,0	240,2	0,0	244,8	849,0	0,0	849,0
Au 1 JANVIER 2015	364,0	0,0	229,4	0,6	87,5	681,4	0,0	681,4
Résultat de l'année 2015					211,9	211,9	1,8	213,7
Autres éléments du résultat			52,7	(0,0)	(87,5)	(34,8)		(34,8)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE			52,7	(0,0)	124,4	177,1	1,8	178,9
Dividendes payés			(44,0)		0,0	(44,0)	0,0	(44,0)
Autres			(3,2)		1,8	(1,4)	(1,8)	(3,2)
AU 30 SEPTEMBRE 2015	364,0	(0,0)	234,8	0,6	213,7	813,1	0,0	813,1

Les capitaux propres ont augmenté de 131,7 millions EUR, soit 19,3%, pour atteindre 813,1 millions EUR au 30 septembre 2015 (681,4 millions EUR au 31 décembre 2014). L'augmentation est principalement due au bénéfice réalisé de 213,7 millions partiellement compensé par l'ajustement négatif de la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque pour un montant de 39,0 millions EUR et au paiement de dividendes pour un montant de 44,0 millions EUR.

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e trimestre	
	2014	2015	2014	2015
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôt	368,8	325,8	79,8	37,6
Amortissements et réductions de valeur	63,7	65,0	21,5	22,8
Réductions de valeur sur créances commerciales	1,8	(0,2)	0,7	(0,4)
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(9,4)	(5,7)	(4,7)	(0,6)
Variation des avantages au personnel	(3,8)	(7,8)	(2,0)	2,3
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(8,9)	(7,3)	(2,6)	(2,8)
Impôts payés sur le résultat	(64,8)	(65,4)	(61,2)	(61,1)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	0,0	(42,0)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	347,4	262,3	31,6	(2,3)
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	62,9	71,2	(26,1)	(4,5)
Diminution / (Augmentation) des stocks	(1,9)	0,9	(1,6)	(0,8)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(21,1)	(36,8)	(18,1)	3,0
Dépôts reçus de tiers	(0,2)	0,0	0,0	0,0
Augmentation / (Diminution) des provisions	(7,4)	(0,3)	(2,6)	(1,4)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	379,7	297,3	(16,7)	(6,0)
Activités d'investissement				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	11,3	9,7	5,6	1,4
Acquisition d'immobilisations corporelles	(48,8)	(38,0)	(24,3)	(20,6)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(8,2)	(10,7)	(2,6)	(4,3)
Acquisition d'autres investissements	0,0	0,0	(0,0)	0,0
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(9,1)	(10,9)	(0,4)	(0,0)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(54,8)	(49,9)	(21,7)	(23,5)
Activités de financement				
Remboursement des dettes et de contrats de location financement	(1,6)	(0,7)	(0,5)	(0,2)
Dividendes payés	(40,0)	(44,0)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(41,6)	(44,7)	(0,5)	(0,2)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	283,3	202,7	(38,9)	(29,7)
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	0,0	1,0	0,0	(0,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	448,0	562,0		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 septembre	731,3	765,7		
MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 SEPTEMBRE	283,3	203,7		

Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost au 30 septembre 2015 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 5 novembre 2015.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

2. Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces neuf mois au 30 septembre 2015 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2014.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2014, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2015.

Au 1er janvier 2015, bpost banque applique IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ». Cette interprétation spécifie qu'une entité reconnaît une dette pour un prélèvement lorsque l'activité qui provoque le paiement, telle qu'identifiée par la législation d'application, a lieu. Elle spécifie également que le prélèvement ne peut être provisionné que si l'activité qui provoque le paiement s'étale sur une certaine période, en conformité avec la législation d'application. L'application de cette interprétation a principalement un impact sur la saisonnalité des résultats de bpost banque. Les résultats de bpost banque sont reflétés dans la quote-part dans le résultat des entreprises associées du compte de résultats de bpost.

Le tableau suivant montre une comparaison des résultats de bpost banque, dans lesquels les résultats de 2014 publiés sont rendus comparables avec 2015, suivant l'impact d'IFRIC 21.

En millions EUR	Total de l'année en cours				3e trimestre					
	2014		2014	2015	Evolution	2014		2014	2015	Evolution
	Publié	Comparable				Publié	Comparable			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	8,9	7,6	7,3	(0,3)	2,6	3,8	2,8	(1,0)		

Les nouvelles normes et nouveaux amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2015, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IAS 19 – Amendement** – Avantages au personnel – Régimes à prestations définies: Contributions des membres du personnel
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2010-2012
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2011-2013

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliqués par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais non effectives ou obligatoires encore, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation (publiée en juillet 2014)(*)	1 janvier 2018
IFRS 14 – Comptes de report réglementaires (*)	1 janvier 2016
IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients (*)	1 janvier 2018
IFRS 11 - Amendement – Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans les opérations de partenariat (*)	1 janvier 2016
IFRS 10 – IAS 28 - Amendements – Vente ou apport d'actifs entre investisseurs et une entreprise associée ou une coentreprise (*)	1 janvier 2016
IFRS 10, IFRS 12 & IAS 28 – Amendements – Entités d'investissement : Application de l'exemption de consolidation (publiés en décembre 2014) (*)	1 janvier 2016
IAS 27 – Amendements - Méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels (*)	1 janvier 2016
IAS 16 - IAS 38 – Amendements – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables (*)	1 janvier 2016
IAS 16 – IAS 41 – Amendements - Agriculture - actifs biologiques producteurs (*)	1 janvier 2016
IAS 1 - Amendements – Informations à fournir (publié en décembre 2014) (*)	1 janvier 2016
Améliorations annuelles des IFRS- cycle 2012-2014 (*)	1 janvier 2016

(*) Non encore adoptée par l'Union Européenne à la date de ce rapport.

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.

3. Saisonnalité des opérations

Selon le Cinquième Contrat de Gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces services comprennent, entre autres, les opérations du réseau Retail, la distribution de journaux et de périodiques, la distribution de tracts électoraux, l'acceptation des dépôts de trésorerie dans les bureaux de poste, et la livraison à domicile de pensions d'Etat et d'allocations sociales. bpost est rémunérée pour la prestation de ces services sur base de la méthode du Coût Net Evité (« NAC »).

La compensation pour les SIEG est répartie d'égale façon sur les 4 trimestres. Pendant l'année, la compensation est calculée selon la méthodologie du Coût Net Evité pour assurer une rémunération en ligne avec les montants comptabilisés. Cette méthodologie prévoit que la compensation doit se baser sur les différences entre le coût net du fournisseur de l'activité avec le SIEG et le coût ou bénéfice net du même fournisseur sans le SIEG. La compensation obtenue pour fournir les SIEG est sujette à un plafond, qui sera ajusté selon que l'index des prix à la consommation belge excède 2,2% dans une année donnée.

4. Secteurs opérationnels

Suite à une correction de l'allocation des ventes au comptant (timbres et machines à affranchir) vers les produits au 1^{er} janvier 2015, certains revenus sont transférés des Domestic Parcels vers le Transactional Mail. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2014 au niveau des lignes de produits ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2015 avec les chiffres comparables de 2014.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des revenus par secteur opérationnel :

En millions EUR	Total de l'année en cours		En millions EUR	3e trimestre	
	2014 Comparable	2015		2014 Comparable	2015
MRS	1.447,9	1.393,3	-3,8%	450,8	436,5
P&I	337,5	351,4	4,1%	112,4	112,3
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS	1.785,3	1.744,7	-2,3%	563,2	548,9
Corporate (catégorie de réconciliation)	24,0	20,0	-16,9%	6,0	1,6
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.809,4	1.764,7	-2,5%	569,2	550,5

Les revenus attribuables au secteur opérationnel MRS ont diminué de 14,2 millions EUR, comparé au troisième trimestre 2014, pour atteindre 436,5 millions EUR, principalement suite :

- à la baisse sous-jacente du volume de Domestic Mail de 4,7%,
- à de plus faibles revenus pour les produits du réseau,
- partiellement compensés par des améliorations du prix / mix du Domestic Mail et un jour ouvrable supplémentaire (0,6 million EUR).

Les revenus de P&I sont restés stables au troisième trimestre 2015 et se sont élevés à 112,3 millions EUR. La diminution de l'International Mail (7,6 millions EUR), principalement suite à la cessation d'activités d'International Mail à très faible marge, afin d'améliorer la rentabilité, est plus que compensée par l'augmentation du portefeuille de produits Parcels. Ce dernier a augmenté de 7,4 millions EUR et a été positivement influencé par :

- la performance des International Parcels, grâce à la solide croissance des paquets en provenance des Etats-Unis, soutenue par un impact du taux de change positif, malgré une croissance plus faible pour les paquets de / vers la Chine,

- la croissance de volumes des Domestic Parcels, supportée par les activités liées au e-commerce (13,5% au troisième trimestre 2015 contre 11,4% au premier semestre de 2015).

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le Contrat de Gestion (voir note 5), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des revenus d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre	
	2014	2015	Evolution %	2014	2015
Belgique	1.571,1	1.524,7	-3,0%	485,0	473,4
Reste du Monde	238,3	240,0	0,7%	84,2	77,1
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.809,4	1.764,7	-2,5%	569,2	550,5

Le tableau suivant présente l'EBIT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 30 septembre 2015 et 2014:

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre	
	2014	2015	Evolution %	2014 Comparable	2015
MRS	374,2	320,4	-14,4%	91,5	53,2
P&I	21,9	33,9	55,2%	1,3	3,7
EBIT DES SECTEURS	396,0	354,3	-10,5%	92,8	56,9
Corporate (catégorie de réconciliation)	(18,7)	(27,3)	46,2%	(9,8)	(19,8)
EBIT	377,3	327,0	-13,3%	82,9	37,1

Au troisième trimestre 2015, l'EBIT du secteur opérationnel MRS a diminué de 38,3 millions EUR, pour atteindre 53,2 millions EUR. Les augmentations de prix, améliorations de la productivité et autres réductions de coûts ne pouvaient pas compenser la provision relative au plan social Alpha, la baisse des volumes et les coûts liés à certains projets.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I a augmenté de 2,4 millions EUR, de 1,3 millions EUR à 3,7 millions EUR au troisième trimestre 2015, principalement grâce aux améliorations de performance dans les portefeuilles de produits Domestic et International Parcels, combinées à une meilleure performance de certaines filiales de P&I et aux coûts de démarrage du projet Shop & Deliver (« Combo ») l'année dernière. Cette augmentation est contrebalancée par la plus faible contribution des activités de vente en gros dans l'EBIT attribuable à ce secteur et l'impact de la provision relative au plan social Alpha.

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre	
	2014 Comparable	2015	Evolution %	2014 Comparable	2015
MRS	374,2	320,4	-14,4%	91,5	53,2
P&I	21,9	33,9	55,2%	1,3	3,7
EAT DES SECTEURS	396,0	354,3	-10,5%	92,8	56,9
Corporate (catégorie de réconciliation)	(151,2)	(140,6)	-7,0%	(40,0)	(30,9)

EAT	244,8	213,7	-12,7%	52,7	26,0
------------	--------------	--------------	---------------	-------------	-------------

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre	
	2014 Comparable	2015	Evolution %	2014 Comparable	2015
PRODUITS D'EXPLOITATION	24,0	20,0	-16,9%	6,0	1,6
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(45,7)	(53,7)	17,5%	(16,3)	(22,0)
Autres éléments de réconciliation	3,0	6,4	114,7%	0,5	0,6
CHARGES D'EXPLOITATION	(42,7)	(47,3)	10,7%	(15,8)	(21,4)
EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(18,7)	(27,3)	46,1%	(9,8)	(19,8)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	8,9	7,3	-17,1%	2,6	2,8
Résultats financiers	(17,4)	(8,5)	-51,0%	(5,7)	(2,3)
Impôts sur le résultat	(124,0)	(112,1)	-9,6%	(27,0)	(11,6)
EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(151,2)	(140,6)	-7,0%	(40,0)	(30,9)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation Corporate a diminué de 10,0 millions EUR pour atteindre -19,8 millions EUR au troisième trimestre 2015 (-9,8 millions EUR au troisième trimestre 2014). Cette détérioration est principalement expliquée par la provision relative au plan social Alpha sur les entités centrales et de plus faibles ventes de bâtiments comparé au troisième trimestre 2014.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

5. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2014	2015	2014	2015
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.566,2	1.539,1	486,7	476,6
Rémunération SIEG	228,3	215,8	76,1	71,9
TOTAL	1.794,5	1.754,9	562,8	548,6

6. Charges d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Loyers et charges locatives	51,2	48,6	-5,2%	16,9	14,9	-11,9%
Entretien et réparation	54,1	54,5	0,6%	18,1	18,0	-0,4%
Fournitures d'énergie	28,1	26,5	-5,5%	8,9	8,0	-9,6%
Autres biens	14,5	13,5	-7,1%	4,9	4,7	-3,7%
Frais postaux et de télécommunication	4,1	4,5	10,3%	1,4	1,6	13,4%
Frais d'assurance	9,5	8,8	-7,4%	3,1	3,1	-0,9%
Frais de transport	150,7	150,6	0,0%	51,7	47,6	-7,9%
Publicité et annonces	9,4	8,3	-11,8%	3,0	2,4	-19,8%
Consultance	8,8	4,8	-45,5%	3,5	1,7	-51,7%
Intérim	23,6	24,4	3,7%	8,6	9,6	11,7%
Frais de rémunération de tiers	76,2	78,5	3,1%	26,9	26,4	-1,9%
Autres services	13,3	15,2	15,0%	4,1	5,5	35,0%
TOTAL	443,4	438,3	-1,2%	151,0	143,5	-5,0%

7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont diminué de 27,5 millions EUR, soit 4,9%, pour s'établir à 538,2 millions EUR au 30 septembre 2015. Cette diminution a surtout découlé des dépréciations et amortissements de 53,9 millions EUR, de transferts aux actifs destinés à la vente pour 13,1 millions EUR, partiellement compensée par des dépenses en capital pour 38,0 millions EUR.

8. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont diminué de 31,7 millions EUR, soit 7,6%, pour s'établir à 384,8 millions EUR au 30 septembre 2015. Cette diminution est due à la diminution des gains non réalisés sur le portefeuille obligataire pour un montant de 39,0 millions EUR, reflétant une augmentation moyenne de la courbe de rendement sous-jacent de 14 points de base (bps), partiellement compensée par la part de bpost dans les bénéfices de bpost banque pour les neuf premiers mois de 2015, d'un montant de 7,3 millions EUR. Au 30 septembre 2015, les participations dans les entreprises associées comprenaient des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire pour un montant de 186,6 millions EUR, soit 48,5% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

9. Actifs destinés à la vente

Les actifs destinés à la vente ont augmenté de 9,1 millions EUR, de 2,8 millions EUR à 12,0 millions EUR au 30 septembre 2015. Cette augmentation fait suite à la signature d'un compromis de vente pour un bâtiment.

10. Créances commerciales et autres créances courantes

Les créances commerciales et autres créances courantes ont diminué de 67,5 millions EUR, soit 17,0%, pour s'établir à 330,7 millions EUR au 30 septembre 2015. La baisse est principalement expliquée par le règlement habituel de la créance relative aux SIEG pour le dernier trimestre 2014.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 203,6 millions EUR, soit 36,2%, s'établissant à 765,9 millions EUR au 30 septembre 2015. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie disponible normalisé (247,4 millions EUR), partiellement compensé par le paiement d'un dividende de 44,0 millions EUR au deuxième trimestre.

12. Avantages au personnel

	Au 31 décembre	Au 30 septembre
En millions EUR	2014	2015
Avantages postérieurs à l'emploi	(85,4)	(78,3)
Avantages à long terme	(118,3)	(117,3)
Indemnités de fin de contrat de travail	(13,3)	(17,3)
Autres avantages à long terme	(151,5)	(143,1)
TOTAL	(368,6)	(355,9)

Les avantages au personnel ont diminué de 12,6 millions EUR, soit 3,4%, pour s'établir à 355,9 millions EUR au 30 septembre 2015. Cette baisse résulte essentiellement des points suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 29,4 millions EUR, dont 5,0 millions EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- Des gains actuariels opérationnels (7,0 millions EUR) résultant principalement des avantages « Indemnité pour accident du travail » et « dépenses médicales ».
- Des charges additionnelles de service (23,6 millions EUR, dont 7,6 millions EUR pour le plan de retraite anticipée lié à Alpha), des charges de service antérieures (1,1 millions EUR) et d'intérêts (4,0 millions EUR).
- Un gain actuariel de 4,8 millions EUR lié aux avantages postérieurs à l'emploi est reconnu dans les autres éléments du résultat global.

13. Dettes commerciales et autres non courantes

Les dettes commerciales et autres créances non courantes ont diminué de 22,8 millions EUR pour atteindre 57,0 millions EUR au 30 septembre 2015, principalement en raison du transfert de l'acquisition de 24,5% des parts de Landmark du long terme au court terme, partiellement contrebalancé par les engagements relatifs au rachat complet de CityDepot.

14. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et autres dettes ont diminué de 16,3 millions EUR, soit 2,1%, au 30 septembre 2015. Cette diminution s'explique par la baisse de 68,4 millions EUR des dettes commerciales, partiellement compensée par l'augmentation des dettes liées à la rémunération du personnel et à la sécurité sociale (11,3 millions EUR) et autres dettes (40,8 millions EUR). L'augmentation des dettes de sécurité sociale résulte essentiellement de la provision liée au projet Alpha, partiellement compensée par une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2014 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées en 2015. L'augmentation des autres dettes s'explique principalement par le transfert du long au court terme de l'acquisition de 24,5 % des actions Landmark, partiellement compensé par le paiement de l'accord de contrepartie conditionnelle pour le rachat de Landmark et en outre par la hausse des paiements anticipés de 17,7 millions EUR. L'augmentation de ces derniers est un élément de phasage, étant donné que le règlement s'effectue en fin d'année.

15. Actifs et passifs éventuels

Au 30 septembre 2015, bpost employait 5.758 agents auxiliaires. A l'heure actuelle, 53 agents ont entamé des procédures contre la Société devant des tribunaux du travail, réclamant un salaire et des avantages équivalents à ceux des contractuels barémiques et employés statutaires effectuant le même travail. Toutes les plaintes et allégations sont contestées par bpost. Jusqu'à présent, aucun tribunal n'a confirmé les plaintes. Certains cas sont toujours en cours, au niveau d'appel.

Cependant, si les tribunaux, en particulier au niveau d'appel, devaient trouver que les agents auxiliaires ont droit à un traitement équivalent, les tribunaux du travail pourraient imposer à bpost d'augmenter les salaires et avantages des agents auxiliaires au niveau de ceux des contractuels barémiques ou employés statutaires et il n'est pas improbable que d'autres employés introduisent une plainte similaire.

16. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

Autres informations financières (non audité)

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20,0 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Produits d'exploitation	1.809,4	1.764,7	-2,5%	569,2	550,5	-3,3%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION NORMALISÉ	1.809,4	1.764,7	-2,5%	569,2	550,5	-3,3%

CHARGES D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(1.368,3)	(1.372,7)	0,3%	(464,7)	(491,0)	5,7%
Plan social – Projet Alpha ⁽¹⁾		54,5			54,5	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION NORMALISÉ À L'EXCLUSION DES DÉPRÉCIATIONS/AMORTISSEMENTS	(1.368,3)	(1.318,2)	-3,7%	(464,7)	(436,5)	-6,1%

EBITDA

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
EBITDA	441,0	391,9	-11,1%	104,4	59,5	-43,0%
Plan social – Projet Alpha ⁽¹⁾		54,5			54,5	
EBITDA NORMALISÉ	441,0	446,4	1,2%	104,4	114,0	9,1%

EBIT

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Résultat d'exploitation (EBIT)	377,3	327,0	-13,3%	82,9	37,1	-55,2%
Plan social – Projet Alpha ⁽¹⁾		54,5			54,5	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISÉ (EBIT)	377,3	381,5	1,1%	82,9	91,6	10,5%

RESULTAT DE LA PERIODE (EAT)

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Résultat de l'année	244,8	213,7	-12,7%	52,7	26,0	-50,7%
Plan social – Projet Alpha ⁽¹⁾		36,1			36,1	
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE NORMALISÉ	244,8	249,8	2,0%	52,7	62,1	17,7%

⁽¹⁾ Le 23 juillet 2015, en Commission paritaire, le Management de bpost et les délégations des travailleurs sont parvenus à un accord concernant le plan social lié au projet Alpha pour les départements de support. L'accord définit les conditions de retraite anticipée et de licenciement dans le cas où certains employés n'auraient pas été sélectionnés pour un nouveau poste. Une estimation de l'impact de cet accord a été comptabilisée comme provision dans les frais de personnel au troisième trimestre 2015.

Flux de trésorerie

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	379,7	297,3	-21,7%	(16,7)	(6,0)	-64,3%
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(54,8)	(49,9)	8,9%	(21,7)	(23,5)	-8,1%
FLUX DE TRÉSORERIE OPÉRATIONNEL	324,9	247,4	-23,9%	(38,5)	(29,5)	23,4%
Dépôts reçus de tiers	0,2	0,0	-	0,0	0,0	-
FLUX DE TRÉSORERIE OPÉRATIONNEL NORMALISÉ	325,2	247,4	-23,9%	(38,5)	(29,5)	23,4%

Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2014	2015	Evolution %	2014	2015	Evolution %
Résultat net consolidé IFRS	244,8	213,7	-12,7%	52,7	26,0	-50,7%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(16,4)	(21,3)	30,5%	(1,2)	(7,7)	557,8%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(6,1)	(5,0)	-18,4%	(1,8)	(1,1)	-40,0%
Différences de comptabilisation des provisions	(8,1)	(1,5)	-81,0%	(2,8)	(0,7)	-75,7%
Effets de la norme IAS19	(2,8)	(12,5)	343,0%	(3,5)	(2,0)	-43,7%
Impôts différés	7,5	8,4	11,5%	3,2	1,8	-44,6%
Autres	(0,9)	4,6	-598,5%	(0,2)	(1,1)	615,6%
Résultat net non consolidé selon les GAAP belges	218,1	186,4	-14,5%	46,6	15,2	-67,4%

Le résultat net non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales. Au troisième trimestre 2014, Certipost a payé un dividende de 5,8 millions EUR à bpost.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2014	2015	2014	2015
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(6,1)	(7,9)	(1,4)	(3,0)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(6,5)	(7,2)	(2,6)	(2,4)
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(8,4)	(8,9)	(2,5)	(1,7)
Autres impacts de déconsolidation	4,6	2,7	5,3	(0,7)
TOTAL	(16,4)	(21,3)	(1,2)	(7,7)

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements

de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier ;

- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.
- L'évolution d'une année à l'autre est principalement expliquée par l'augmentation des charges financières relatives aux avantages au personnel l'année dernière, suite à une diminution des taux d'actualisation à cette époque.

Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Koen Beeckmans, Chief Financial Officer.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives², basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

² Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

Glossaire

- **Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF):** trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements
- **Dettes nette/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie